Pourquoi et comment organiser un boycott mondial de transnationales américaines

(document préliminaire, proposé par le Groupe Nord-Sud d'ATTAC-Isère, automne 2003)

« …Cette ignominie… nous met en face d'une puissance, de la première puissance, et nous la montre nue…Si vous croyez que le capital est une chimère de vieux gauchiste, chaussez des bottes et venez voir. Il est gluant… empeste encore sur vous après la douche. Sûr de son fait, le capital vous conchie tous, autrement dit, il vous emmerde ».

(Pierre Alferi, après la marée noire
de l'Erika, dans « Libération » du 31/12/99)

Ce texte n'est *ni un appel* à commencer un boycott, *ni un mode d'emploi* pratique pour l'appliquer : c'est *un argumentaire initial*, destiné à convaincre la large mouvance des « altermondialistes » qu'un boycott de transnationales américaines est nécessaire et possible. L'objectif poursuivi n'est pas qu'elles améliorent leurs pratiques, mais qu'elles relâchent leur emprise néfaste sur la planète et l'humanité. La durée de ce boycott est donc, en principe, illimitée. Cet objectif est ambitieux, on comprendra que la préparation et la mise en œuvre de ce boycott ne tolèrent pas l'improvisation.

Le contexte de ce document :

Dans le cadre de l'opposition à l'agression perpétrée par les Etats-Unis contre l'Irak, le Groupe Nord-Sud d'Attac-Isère avait soumis à Attac-Isère une motion prônant le « boycott ciblé de quelques produits et services nord-américains ». Cette motion fit l'objet d'un débat à l'AG annuelle d'Attac-Isère du 29/3/03, et fut votée à une majorité relative –42 voix pour, 23 contre, 39 abstentions. Le vœu fut alors émis que l'idée d'un boycott soit discutée et approfondie. En juin 2003, le Groupe approuvait un nouveau document, qui élaborait davantage la proposition, et passait de l'idée d'un boycott *conjoncturel* –arrêter l'agression américaine en Irak, à celle d'un boycott *permanent.* L'objectif, ainsi, ne serait plus d'obtenir, plus ou moins rapidement, par une pression sur des firmes complices de la politique américaine, une inflexion de cette politique, mais *d'affaiblir indéfiniment la capacité d'action de ces firmes* –en fait, leur capacité de nuisance-, de façon à faire de la place, toujours plus de place à mesure que ce type de boycott se maintiendrait et s'élargirait, à *des formes d'économie alternative, plus écologistes et plus justes socialement.* La proposition se base donc sur cette conviction qu'il n'y a rien à attendre des transnationales, forme achevée du capitalisme de notre époque, et qu'il ne reste plus qu'à les attaquer frontalement par un boycott d'une durée indéfinie. Objectif irréaliste ? « **Nous avons le pouvoir de les détruire, parce que nous sommes le pouvoir. Si nous n'achetons pas telle ou telle chose, ils ne peuvent la vendre »** (Drillech, p.275, citant un texte d'appel sud-africain au boycott d'une marque de bière, en 1996).

Cette proposition de juin 2003 a été débattue, s'est enrichie de nouvelles réflexions, en voici une nouvelle version. Son objectif est encore de **faire avancer la discussion, en particulier sur ses modalités d'organisation**. Il convient en effet de préciser immédiatement *qu'il n'est pas question de mettre en place un boycott au niveau*

local, ni même national, et que l'on ne saurait se contenter de coordonner des initiatives individuelles. La condition absolue de réussite d'une action de cette envergure est d'organiser une action aussi mondialisée que possible : *à adversaire planétaire, opposition planétaire.* D'où cette procédure initiale de diffusion, dont nous attendons la constitution d'**un réseau aussi large que possible**, qui pourrait mettre au point la proposition « définitive », avant toute mise en œuvre proprement dite d'un boycott.

Le texte qui suit s'articule sur quatre points :

1/Pourquoi s'attaquer aux <u>transnationales</u> ?
2/Pourquoi le <u>boycott</u> ?
3/Pourquoi boycotter des transnationales <u>américaines</u> ?
4/L'<u>organisation</u> d'un boycott : quelques pistes.

<u>1/Pourquoi s'attaquer aux transnationales ?</u>

La réponse est si évidente qu'elle ne mérite ici qu'un bref développement. Vingt ou trente ans après leur montée en puissance, les transnationales sont l'incarnation même de l'ultra-« libéralisme » -ces guillemets parce que le mot ne désigne pas autre chose que le capitalisme sauvage, dans sa version techno-financière fin XXème/début XXIème siècles. Ce capitalisme-là entend faire de la planète un seul et immense domaine dans lequel tout –espaces, populations, ressources, consommations de tout type…- serait régi par les seules lois du marché, sans qu'aucun obstacle leur soit opposé : au mépris, donc, de tout intérêt collectif – local, national ou planétaire, de toute tradition, aussi enracinée soit-elle, de toute préférence locale ou nationale, aussi démocratiquement qu'elle ait pu être élaborée…

La puissance acquise dès maintenant par les transnationales fait que cet objectif effrayant n'est pas irréalisable : dès 1998, « sur les 100 premières économies mondiales, 51 sont des multi-nationales, et 49 seulement sont des pays » (N. Klein, p. 510). Autre moyen d'appréhender ce pouvoir économique colossal, « la fortune privée de 350 milliardaires (à la tête évidemment de quelques-unes de ces transnationales), représente le revenu annuel de 49% des populations les plus pauvres du monde » (H. Norberg-Hodge, 2003, p. 68).

Cette puissance, résultat de tous les mécanismes classiques d'exploitation forcenée des hommes et des ressources, continue de s'accroître mécaniquement, dans un contexte de « guerre économique » qui suscite justement toutes les violences propres à la guerre : cela va de la mainmise la plus éhontée sur les moyens d'information jusqu'aux conflits militaires les plus meurtriers. La responsabilité, indirecte mais déterminante, des transnationales dans les guerres qui ravagent les pays du « Sud » n'a plus à être démontrée.

Ainsi les transnationales font-elles peser sur l'ensemble de la planète des menaces graves, multiples, intrinsèquement liées et se renforçant mutuellement :

1/ **menace contre la démocratie**, parce que leur « idéal » humain est l' « homme unidimensionnel », indifférent à tout pourvu qu'il puisse consommer toujours plus, avec toujours moins d'entraves : la publicité des marques, ce cancer de l'intelligence critique, qui envahit toujours davantage l'espace social –médias, paysages, et maintenant jusqu'à l'école- a la noble mission de l'en convaincre. Autre mission étroitement liée à la précédente, dépolitiser, et réduire les institutions politiques à n'être plus que les chambres d'enregistrement des impératifs capitalistes. Les moyens peuvent être brutaux ou sournois, le résultat va des dictatures du Tiers-Monde –les plus sûrs alliés des transnationales- aux démocraties plus ou moins factices du « Nord », minées par la corruption, l'indifférence des citoyens et la limitation croissante de leurs attributions.

2/ **menace contre la paix sociale**, parce que l'écart s'accroît sans cesse, à l'intérieur de chaque pays et à l'échelle de la planète, entre une minorité de nantis qui consomment toujours plus de biens superflus, et une majorité d'exploités : couches de plus en plus larges de travailleurs « précarisés » parce qu'on cherche obstinément à maintenir ou ramener leur coût au niveau le plus bas possible, chômeurs, paysans sans terre, immigrés clandestins, classes moyennes ruinées par des krachs boursiers jusqu'à

maintenant localisés…, les catégories de « nouveaux pauvres » continuent de s'étoffer.. On sait bien pourtant qu'*il n'y a pas de une paix sociale authentique sans justice sociale.*

3/ **menace contre la diversité des cultures**, c'est-à-dire contre la richesse humaine de la planète, exposée à une « Mac-donaldisation » généralisée.

4/ **menace globale contre la planète** elle-même, dont les ressources sont en passe de se tarir par suite d'un pillage généralisé, et dont la biosphère accuse déjà des changements catastrophiques et probablement irréversibles, sous l'effet de la surconsommation et des gaspillages.

5/ **menace enfin sur les pays du Sud** : après plus d'un demi-siècle d'un « développement » qui relayait en fait les rapports colonialistes antérieurs, les transnationales ont perverti les rapports Nord-Sud à un degré sans doute encore jamais égalé. Le Sud, pour elles, c'est :

-*la « mine »*, au sens le plus large du terme, d'où elles extraient ou font produire à bon compte toutes les matières premières énergétiques, industrielles et agricoles qui leur manquent ;

-*l'usine* où elles exploitent, dans des conditions comparables à celles des fabriques anglaises du XIXème siècle ou de l'esclavage colonial, une main d'œuvre incomparablement moins coûteuse que celle des prolétaires du Nord, même si ces derniers défendent avec toujours moins d'efficacité leurs *conquêtes* sociales (et non leurs « acquis ») –concurrence et « guerre économique » mondiales obligent… ;

-*le dépotoir* où le Nord évacue ses produits périmés et ses déchets –surtout les plus nocifs ;

-le Sud enfin, c'est *l'endetté condamné « à perpète »,* pour dette : une dette monstrueuse, engendrée par ce modèle soi-disant « développeur », et en réalité sur-exploiteur, gaspilleur, pollueur et générateur sur place d'inégalités encore plus criantes que dans le Nord.

Qui peut croire, devant ce bilan sinistre, que les transnationales soient « récupérables », c'est-à-dire amendables ? Qui peut croire qu'on peut encore éviter la lutte frontale avec elles, quand on les voit absorber et digérer, pour les utiliser à leur profit, les antidotes élaborés pour les contenir et circonscrire un tant soit peu leur champ d'action (n. 1) ?

2/ Pourquoi le boycott ?

1/ «… *un sentiment général d'impuissance » ?(Bull. « Lignes d'Attac », n°30, sept. 2003)*

Le boycott que nous proposons se justifie d'abord par *une analyse critique des « actions »* généralement proposées et mises en œuvre par tous les critiques de la mondialisation néo-libérale. Sans aller ici jusqu'à nier l'utilité de ces actions, on peut quand même s'interroger sur elle, pour alors proposer d' associer d'autres formes de lutte aux luttes en cours.

Il est évidemment difficile de mesurer objectivement l'efficacité des très nombreux mouvements associatifs qui disent, chacun à sa manière et à des degrés inégaux, non au néo-libéralisme. Doit-on considérer le nombre des militants regroupés dans les associations ou présents dans les défilés ? Celui, impressionnant, des messages ad hoc diffusés sur la Toile ? Faut-il faire état des arbres plantés, des puits creusés dans le Sahel –mais combien d'autres se dessèchent ou tarissent ? Opposera t'on aux cohortes de prisonniers d'opinion entrant dans les prisons du monde entier la poignée de ceux que des lettres polies adressées à leurs geôliers parviennent à faire libérer ? Aux milliers d'êtres mutilés par des mines anti-personnels, les quelques dizaines soulagés par des prothèses ? Le tonnage de café acheté « équitablement » a t'il changé les règles générales des échanges Nord-Sud? Faut-il se féliciter des allégements de dette consentis ici ou là aux pays les plus exsangues – quand, aussitôt après, la machine à endetter se remet à fonctionner avec plus d'efficacité que jamais… ? Enfin, la succession régulière des grandes parades anti-mondialistes, depuis Seattle en 1999 jusqu'à Cancun en septembre

2003, et Saint Denis en novembre, est-elle une triomphale marche en avant, ou un piétinement?

Qu'est-ce qui s'est *passé dans le monde*, en effet, depuis ce lendemain de Seattle où le mouvement anti-mondialiste unanime clamait sa satisfaction? Ce qui s'est passé ? En vrac, et très succinctement : l'AGCS –l'Accord Général pour le Commerce et les Services- a remplacé l'AMI, et les négociations vont bon train pour transformer en marchandise tout ce qui ne l'est pas encore (n. 2) ; pour des raisons qui puent le pétrole et le fric –c'est-à-dire les transnationales, on laisse le grand démocrate Poutine continuer son génocide planifié des Tchétchènes ; on a recommencé aussi à massacrer sur un bon rythme au Congo –où « des filières prédatrices ont nourri la guerre au profit d'intérêts étrangers » (n. 3); les Américains, au mépris d'un mouvement d' « opposition » mondial (les guillemets, ici, parce que ce mouvement contre la guerre, pourtant salué avec enthousiasme, n'a eu d'autre efficacité que celle, probablement, d'élever le niveau de conscience des militants anti-guerre), ont agressé l'Irak, l'occupent pour le vider de son pétrole, et ces grands pacificateurs se mettent à tirer sur tout ce qui bouge; l'extermination rampante des Palestiniens poursuit son cours, avec l'appui tacite des Américains ; la droite dure est au pouvoir aux Etats-Unis, la droite maffieuse en Italie, la droite d' « Ernest-Antoine Raffarin » en France…où les « réformes » de régression sociale sont mises en œuvre avec une célérité encore jamais vue, cependant que Fabius fait des risettes aux Verts pour construire une majorité présidentielle et revenir, si jamais il était élu, à son social-libéralisme productiviste ; l'Argentine a connu le pire désastre économique et social de son histoire…mais 18 mois plus tard, vient d'élire un péroniste qui négocie aussitôt, avec le Fonds Monétaire, allégements de dette contre nouveaux prêts ; Lula parade au G8 d'Evian, ouvre son pays aux O.G.M., commence déjà à ferrailler avec ses députés de gauche, qui l'accusent d'avoir « mollir », et, s'il « fait pleurer Saint Denis » comme le note sarcastiquement « Le Monde », s'attire les éloges de ce porte-parole à peine déguisé du libéralisme, pour son réalisme : « rigueur budgétaire extrême », ouverture aux capitaux extérieurs (pour diminuer la dette, bien sûr !), agrobusiness… (n. 4) ! Est-ce vraiment cela, « l'aurore » annoncée après Seattle ?

Certes, le mouvement « altermondialiste » et ses compagnons de route plus ou moins spécialisés ne sont pas responsables de cette pseudo-aurore, tellement blafarde qu'elle évoque aussi bien une nuit indéfiniment prolongée, et peut-être de plus en plus obscure! On ne peut pas, en tout cas, ne pas noter *une différence de rythme dramatique* entre les progrès d' organisations toutes plus ou moins contestataires, et l'accroissement des menaces qui pèsent sur le monde. On pourrait même dresser la liste fort longue, hélas, des diverses manières par lesquelles on s'en console plus ou moins consciemment (n. 5). Et c'est cette différence de rythme, justement, qui exige qu'on essaie *d'associer* aux actions classiques évoquées précédemment –l'information, la manif, la pétition, l'aide certes généreuse, mais ponctuelle, ou éphémère, ou localisée, etc…- , des actions plus radicales et efficaces. C'est ici qu'il faut examiner la pertinence de l'arme du boycott.

2/ « Le boycott…l'une des insomnies majeures des dirigeants des années 2000 » ? (Drillech).

Le boycott n'est évidemment pas une idée neuve, et l'on sait que, dans certains contextes « porteurs » et pourtant extrêmement divers – la lutte pour l'Indépendance dans l'Inde coloniale, la lutte pour les droits civiques des Noirs dans le Sud des Etats-Unis, , etc.- le boycott a pu jouer naguère un rôle non négligeable et même parfois décisif. Aujourd'hui, les mouvements contestataires de toute obédience, aux Etats-Unis, pratiquent couramment le boycott : le livre de N. Klein fourmille de références à ce sujet.

Au-delà même des pays anglo-saxons, il semble aussi que les citoyens et les consommateurs utilisent de plus en plus systématiquement cette arme contre les entreprises. Le boycott est une idée dans l'air du temps, mieux même, une pratique des temps actuels appelée à un avenir…brillant. Une preuve pourrait suffire : le livre paru *en 1999 – et c'est le premier sur le sujet en France-*, de Marc Drillech, sur « Le Boycott », sous-titré éloquemment « le cauchemar des entreprises… et des politiques » ! L'ouvrage

est intéressant à plus d'un titre : l'essentiel de ses sources provient d'Internet –ce qui montre qu'Internet est l'outil par excellence des boycotteurs-, les rares ouvrages concernant directement le sujet sont tous postérieurs à 1990, et, loin de vouloir faire l'apologie du boycott, l'auteur prétend à l'objectivité, tout en avouant que son « travail … (est) une manière de prévenir les entreprises des dangers et d'aider d'autres à appréhender le cas » (Introduction, p. 15). On peut donc en croire Drillech lorsqu'il garantit au boycott un avenir, dit-il, « assuré au vu des comportements présents », « conforté par les nouvelles formes du militantisme », et « en cohérence avec les dimensions socio-culturelles montantes » ! (Dr., pp. 257-77).

Dans ce contexte, peut-on prétendre, d'emblée, que le boycott que nous préconisons serait inefficace, que ce combat est irréaliste, que c'est le combat de David contre Goliath, que de toutes façons nous vivons dans une économie mondialisée, etc.… ? Mais quelle énorme contradiction d'avancer ces critiques si, en même temps, nous ne cessons de proclamer qu' « *un autre monde est possible* » !? Il faut alors rappeler, encore et toujours, que si la perspective de mettre sur pied un boycott mondial était sans doute irréaliste il y a seulement une vingtaine d'années, elle ne l'est plus désormais pour deux raisons déterminantes : l'apparition, d'une part, de ce puissant mouvement de contestation de la mondialisation néo-libérale ; et celle, d'autre part, de cet instrument prodigieux qu'est Internet. Il ne s'agit donc plus du combat d'*un David* contre un Goliath, mais de celui d'*innombrables David unis* contre une poignée de Goliath. Revenons à Drillech, qui observe son adversaire, « l'activisme moderne » : ce dernier « s'inscrit, écrit-il, dans un univers totalement internationalisé et dans une réalité médiatique sans comparaison possible avec celle des périodes précédentes » (Dr., p.268).

Au reste, l'actualité récente confirme ces vues, et les exemples d'appels au boycott –même s'ils paraissent insuffisamment préparés ou naïfs- émanant de simples personnes, d'associations, ou de réseaux d'associations, et pour les motifs les plus divers, pourraient être multipliés (n.6). L'agression des Etats-Unis contre l'Irak, en particulier, a vu éclore un peu partout dans le monde des propositions plus ou moins réalistes de boycott, telle celle du « *People's Health Movement* », ou « *Consejo Internacional para la Salud de los Pueblos* », présent sur trois continents, qui donnait le 20 mars dernier une liste indifférenciée de 68 produits ou firmes anglais et américains dont il préconisait le boycott . Cette proposition est actuellement élargie en une action de « *boycott global contre l'empire guerrier* » ou « *boycott global pour la paix* » lancée par des mouvements pro-démocratiques aux Etats-Unis, et qui commence à se diffuser en Europe : la radicalité des exigences, la cible visée, la durée prévisible du boycott, rapprochent cette entreprise de la nôtre : nous proposons ici de travailler à unifier autant que possible les divers projets ou pratiques en cours.

3/ éduquer et construire, par le boycott !

Cette double affirmation peut paraître paradoxale. Expliquons-nous.

-a/ d'une façon générale, l'histoire du mouvement politique et social montre que *l'action*, politique et syndicale, *est un formidable moyen d'éducation*. Si l'affirmation « éduquer pour agir » satisfait notre esprit cartésien –et, pourrait-on ajouter, les esprits prudents et attentistes-, l'affirmation inverse, « *agir pour éduquer* », découle, elle, de l'expérience. Il semble ainsi qu'il existe maintenant le même rapport entre les formes de diffusion de l'information évoquées ci-dessus –pétitions, manifs, presse spécialisée…-, et le boycott, qu'en des temps antérieurs entre la simple diffusion des idées syndicales ou socialistes, et la grève. La grève était une forme d'action directe, le salarié refusant matériellement de participer à la **production**, et *le salarié, par la grève, élevait son niveau de conscience, en un mot s'éduquait*. Le boycott en est l'équivalent à l'aval, mais cette fois pour l'ensemble des citoyens, et au niveau de la **consommation**. Au mot d'ordre de la *grève générale*, à l'horizon jamais atteint des militances du XIXème siècle, pourrait ainsi correspondre au XXIème celui de *boycott mondial*.

Mettre en place ce boycott mondial exige une telle somme d'explications, que c'est déjà, en soi, une action pédagogique: elle concerne aussi bien les acteurs du boycott –c'est-à-dire tous les organismes susceptibles de s'y associer-, que tous les personnels salariés des firmes ciblées et l'opinion publique dans son ensemble.

Concrètement, cela oblige à critiquer, pour justifier l'action, toute l'activité des transnationales, et les finalités mêmes de cette activité. Ce qu'on fait certes déjà, mais sans que la critique soit *intégrée à une action* qui permette au militant de surmonter le sentiment d'impuissance immense que cette critique engendre. On rétorquera que des « activités » menées par des associations comme « Agir ici », ou « De l'éthique sur l'étiquette », fournissent à ces militants de quoi apaiser leurs frustrations : ont-elles en réalité freiné si peu que ce soit les agissements des transnationales ? Il vaudrait la peine d'étudier de façon précise les résultats des « campagnes » menées depuis des années par ces associations: mais on sait, on l'a déjà fait observer plus haut, que la marchandisation du monde, avec tous ses aspects détestables, *accélère son rythme* ! Bien plus, le type de boycott que nous proposons déclencherait dans les médias « aux ordres » une telle marée de critiques qu'une vaste campagne d'explication devrait lui être opposée, autre occasion …d'édu quer !

-b/. On entend dire que *boycotter est une attitude négative qui peut effrayer l'opinion*, qu'il convient au contraire d'appuyer les actions constructives, comme le commerce équitable, l'économie solidaire, etc. La condamnation des « logiques d'affrontement » est de la même veine, selon laquelle il vaut mieux s'orienter vers la mise en place de modes conviviaux de production et consommation, qui pourraient petit à petit déplacer les autres, et au moins se tailler un espace significatif. C'est oublier que les transnationales tolèrent parfaitement ces pratiques, pourvu qu'elles restent marginales : ça nourrit indéfiniment l'espoir des idéalistes, ça les fait donc patienter, pendant que ces transnationales accroissent, elles aussi indéfiniment, leur activité néfaste. Il faut donc nous convaincre d'abord qu'**il faut dire non** aux transnationales pour *récupérer l'espace qu'elles ont pris, au lieu de nous contenter de celui qu'elle nous concèdent*, et mieux convaincre l'opinion qu'il faut en passer par ces affrontements, parce que ce *non actif* s'accommode fort bien d'un *oui aussi actif* à tous les essais fragmentaires d'un modèle alternatif : loin d'être contradictoires, ce non et ce oui se renforcent. *Boycotter ne se résume donc pas à dire non, c'est faire de la place pour construire du neuf !* Un cercle vertueux peut se mettre en place, la place créée par l'affaiblissement des firmes étant progressivement occupée par des formes de production, d'échange et de consommation plus respectueuses de la planète et des hommes. Les essais alternatifs jusque-là dispersés, trop ponctuels, trop locaux, non coordonnés, seraient ainsi réinsérés dans une lutte globale. En ce sens, boycotter, c'est commencer à réorienter et contrôler sa propre consommation, c'est commencer à mettre en place une société moins gaspilleuse, une société de « décroissance soutenable », orientée à produire et consommer plus localement : c'est agir directement contre la mondialisation néo-libérale, c'est mettre immédiatement en œuvre ce qui, en fait, est l'objectif ultime de mouvements comme Attac. *Boycotter, c'est bien commencer à construire un autre monde.*

4/ Un moyen dangereux ou inefficace ?

Une des premières critiques qu'on pourra entendre à propos du boycott est que *cela revient à <u>prendre en otage</u>*- suivant la formule maintenant en honneur à propos de toutes les grèves- *les salariés des firmes visées.* On retrouve ici des médias… devançant même les ordres , expliquant qu'il est vilain de faire grève, parce que cela lèse les usagers… On peut estimer, au contraire, que les premières victimes d'un boycott seraient les actionnaires –parce que l'action chuterait au moindre frémissement vers le bas des ventes - cf. ci-dessous-, et par ricochet les dirigeants des firmes, avant même toute compression des personnels. Mais, même si un boycott devait à la longue avoir des effets négatifs sur l'emploi dans les firmes transnationales, il prouverait par là être efficace, et serait donc un premier pas réel dans la remise en ordre d'une planète qui va actuellement droit dans le mur. On peut prendre ici l'exemple, en 1997, des semi-esclaves vietnamiens, payés 1,6 dollars par jour alors que les trois repas quotidiens en coûtaient plus de 2, et fabriquant pour Nike des chaussures Jordan à 150 dollars pièce (N. Klein, p. 548) : en ruinant par le boycott ce type de production, source d'exploitation et de misère dans le Sud, de chômage dans le Nord, et de gaspillages multiples, on met le gouvernement vietnamien dans l'obligation de trouver, pour ses nationaux, un travail

mieux rémunéré et plus utile à la communauté nationale. Simultanément, on donne aux fabricants de chaussures du Nord ruinés par la « délocalisation » la possibilité de reprendre leur production, certainement pas plus chère si l'on cesse de payer la marque. D'une façon générale, les vrais responsables de cette « flexibilité » -vertueuse cette fois- de l'emploi, seraient *ceux qui ont mis en place un système de production néfaste* parce qu'il exploite les salariés, *entretient un chômage* « structurel », gaspille les ressources et enchaîne les consommateurs, et non *les éveilleurs*, ceux qui par le boycott obligent à ce que soient posées ces questions sur le système de production. Ici encore, boycotter oblige à éduquer .

Bien des observations permettent de croire à *l'efficacité du boycott* proposé :

a/On sait que le pouvoir n'a jamais manqué de moyens pour torpiller les grèves et châtier les grévistes: interventions policières ou militaires, fermetures, réquisitions, « jaunes », licenciements, dispositions légales qui restreignent le droit de grève, campagnes de presse assimilant les usagers à des « otages » pris par les grévistes…c'est l'exemple, un parmi tant d'autres, d'une *conquête sociale* progressivement battue en brèche. Au moment où, dans le contexte de la néo-libéralisation ambiante, on cherche avec succès à émousser encore plus l'arme de la grève, celle du boycott présente un avantage radical : il paraît beaucoup plus difficile de contraindre à consommer un consommateur récalcitrant et anonyme! On peut l'y inciter, le séduire, mais pas l'y obliger policièrement. Aucun budget militaire, aussi élevé soit-il, aucune surveillance policière, aussi omniprésente qu'on l'organise, ne pourront obliger un quidam à s'acheter des Nike ! On peut emprisonner ou fusiller des déserteurs de la guerre classique, **on ne peut poursuivre en justice des déserteurs de la guerre économique !**

b/ On oublie trop aussi l'extrême vulnérabilité des firmes devant toute atteinte à leur image de marque, devant tout manque à gagner, dans le contexte actuel de guerre économique. C'est le Président de la Banque franco-américaine Lazard qui écrivait en mai 2003, à propos des menaces de boycott de produits français par des entreprises états-uniennes : « ce sera peut-être marginal pour les entreprises françaises, mais aujourd'hui la marginalité compte » (Michel David-Weill, dans « le Spectacle du Monde », p. 26). La phrase ne faisait que refléter et expliquer l'inquiétude généralisée du patronat français à ce propos.

c/ « On peut parier sans risque que bien d'autres géants des marques ont prêté la plus grande attention aux événements survenus dans ce tribunal britannique », écrit N. Klein à propos du procès-fleuve de Macdonald contre deux écologistes, et qui se termine en 1997 par un verdict humiliant pour la firme (Kl., p. 585). Agir avec succès contre un faible nombre de firmes bien choisies aurait donc, à n'en pas douter, une très nette valeur d'avertissement pour les autres, ce qui serait en plus un stimulant puissant pour les « objecteurs de consommation ».

d/ On connaît le décalage, même dans les « démocraties », entre l'état des opinions publiques et la politique des gouvernants (le récent sondage en Europe désignant Israël comme le pays le plus dangereux pour la paix dans le monde, et provoquant chez les dirigeants gêne, confusion et critiques, en est un exemple divertissant). Plus radicale et grave encore, la coupure entre peuples et gouvernements du monde entier au moment de la guerre en Irak. Cela peut légitimer, donc, que l'on cherche à peser sans trop d'illusion sur le court terme (n.7), sur les gouvernants, sur « le haut », par les moyens classiques de la militance. Mais cela permet aussi de mieux comprendre que les citoyens désirent en même temps mettre sur pied à leur niveau, « en bas », des actions autonomes, et que ces actions ont l'avenir devant elles: un mot d'ordre de boycott a cette vertu que des gestes individuels concrets peuvent s'inscrire, aussitôt cette fois, dans *un projet collectif de transformation globale des structures.*

3/ Pourquoi les transnationales états-uniennes ?

Deux types de raisons : des raisons de tactique, des raisons de fond.

1/ Il n'est dans un premier temps ni possible, ni nécessaire, de s'en prendre aux transnationales du monde entier ! L'ennemi est trop diversifié et trop puissant, les

produits des transnationales imprègnent notre quotidien dans tous ses aspects, un mot d'ordre de boycott général ne pourrait absolument pas être suivi. Concentrer, par contre, nos efforts sur *quelques produits ciblés*, de *quelques transnationales*, aurait un double intérêt pédagogique : cela serait un banc d'essai pour des actions plus généralisées, et cela montrerait aux actionnaires des entreprises non encore visées, comme on l'a expliqué plus haut (**2/** *-4* -c/) ce à quoi ils pourraient s'attendre ! En outre, à la désorganisation, progressive et attendue, de la production, du commerce et de la consommation basés sur les transnationales correspondrait la mise en place, elle aussi progressive, *d'une économie alternative.* Un premier ciblage conduit donc à ne retenir que *quelques transnationales d'un seul pays.*

2/ Quel pays ? Nul doute que le cœur et la raison des boycotteurs potentiels du monde entier ne désignent, parmi tous les pays possibles, les Etats-Unis, version « chrétienne » -si l'on peut dire !- de l' « Empire du Mal » ! Ne serait-ce que par cette statistique de 2002 qui plaçait *huit transnationales états-uniennes parmi les dix premières mondiales, et 65 parmi les 100 premières* (n.8*)* (International Herald Tribune, 14/15-06/2003). Mais on peut aussi rappeler pêle-mêle, pour justifier ce choix, le refus du gouvernement des Etats-Unis de ratifier les accords de Kyoto –pourtant si peu contraignants, le refus du Tribunal Pénal International, le mépris manifesté à l'égard des Nations-Unies, le rôle de gendarme international que cet Etat s'est arrogé, en vertu duquel il se croit obligé de consacrer des sommes colossales à son budget militaire –la moitié des dépenses militaires mondiales, le modèle politique et social détestable qu'il incarne –« démocratie » par et pour le fric, et société à deux vitesses, avec, à ses extrémités, les milliardaires d'une part, et une abondante population carcérale de l'autre : au total, l'égoïsme, le mensonge, la violence, l'injustice, la cupidité, érigés en fondements d'un système qui prétend régir le monde (n.9). Ces « valeurs », on le sait, *sont celles des transnationales* : rien d'étonnant à ce qu'elles financent le système et le plient à leurs intérêts, la politique des Etats-Unis finissant par être la version étatique de la politique des firmes, *le gouvernement des Etats-Unis n'étant guère autre chose que le bras armé des transnationales les plus nombreuses et les plus puissantes de la planète.*

Ces arguments répondent à l'avance à une critique possible : « *il est arbitraire de s'en prendre aux seules firmes américaines*, la mondialisation néo-libérale est un tout, les transnationales européennes en profiteraient pour accroître leur espace vital, etc. ». Répétons alors qu'il ne serait pas très malin de s'attaquer d'emblée à tout le monde, et qu'un boycott « réussi » concernant les américaines aurait naturellement valeur d'avertissement auprès des autres firmes, provisoirement « épargnées » -il conviendrait de le leur faire savoir dès le début-(n.10) ; et qu'enfin et surtout, les Etats-Unis occupent de loin, comme on l'a sommairement évoqué plus haut, la première place, réelle autant que symbolique, dans la responsabilité des malheurs actuels du monde, et c'est donc leurs transnationales qu'il faut viser en premier.

Enfin, proposer comme cibles dans un premier temps seulement des entreprises états-uniennes expose à se voir accuser d'antiaméricanisme ! Si ce thème de l' « antiaméricanisme » est maintenant tellement ressassé, c'est qu'il permet, croient ceux qui le sortent des poubelles de l'histoire, de confondre des réalités aussi opposées que le peuple américain et son gouvernement, ou, plus précisément, les intérêts des transnationales et ceux du peuple américain. Ici, il faudrait clamer vigoureusement que seuls des imbéciles ou des chiens de garde du capital peuvent considérer un rejet des transnationales comme une marque d'antiaméricanisme primaire; qu'un boycott serait présenté, au contraire, comme un appel à la conscience du peuple américain, que le système trompe, exploite et abrutit à l'égal des autres peuples ; et que loin d'être un acte d'hostilité, un boycott serait comme un hommage aux vertus « citoyennes » de ce peuple, dont on a évoqué plus haut la propension toujours plus grande à recourir à cette arme d'action directe qu'est le boycott, et cela contre leurs propres transnationales ! Il faudrait ainsi présenter ce boycott aux consommateurs américains comme le premier acte de la mise en œuvre d'une alternative les concernant aussi, acte qui consiste à refuser matériellement la production du système néo-libéral.

Considérées dans ce contexte, des mesures gouvernementales de rétorsion, contre quelque pays que ce soit, seraient les bienvenues ! Car tout ce qui peut désorganiser et donc affaiblir les échanges des firmes transnationales, quelles qu'elles soient, devrait être considéré comme positif ; ce serait d'ailleurs un des biais par lequel un boycott des firmes américaines toucherait quand même, indirectement, les firmes européennes : mais, dans le cas, par exemple, de la France, qui pourrait, là aussi, confondre les intérêts des exportateurs français avec ceux de «la France d'en bas » (n. 11) ?

4/ l'organisation d'un boycott : quelques pistes.

1/Un impératif essentiel devrait être de fixer avec la plus grande netteté les **objectifs de l'opération**, de façon à prévenir toute inflexion, tout affadissement de la lutte. Répétons-le : *il ne s'agit pas de demander aux firmes d'améliorer leurs pratiques, il ne s'agit pas de dialoguer avec elles, il s'agit de diminuer le plus possible leur emprise sur le monde, en particulier sur les pays du Sud, en disant non durablement à leur marchandise* (n.12) . Ce n'est qu'en poursuivant cet objectif global qu'on pourrait avoir une chance d'atteindre des objectifs plus spécifiques, mais tout aussi fondamentaux, concernant les liens que les firmes américaines ont avec les gouvernements de leur pays. Ce n'est qu'en diminuant la puissance économique des firmes qu'on les contraindrait à affaiblir ces liens. Si par « liens » l'on entend le financement des deux partis officiels, aussi dévoués l'un que l'autre au capitalisme, le renoncement aux contrats d'armement – partie de l'activité de bien des transnationales, le desserrement de l' emprise sur les médias (n.13), on peut assez aisément se convaincre que ces liens ne seront distendus que lorsque les transnationales auront perdu de leur puissance, et c'est pour cela qu'il ne peut y avoir de place pour le dialogue…

2/*L'adversaire est planétaire, l'organisation du boycott doit être planétaire*: les initiatives individuelles, locales, ou nationales, n'ont de sens ou d'intérêt que si l'on cherche à *les diffuser* et à *les harmoniser* avec toutes les autres.

3/ Il faudrait faire *le recensement des opérations de boycott* actuellement menées contre les Etats-Unis –leurs objectifs, les entreprises visées, les acteurs du boycott, l'efficacité estimée ou prouvée… depuis l'agression contre l'Irak : elles sont nombreuses. Il faudrait mettre en évidence leurs côtés positifs et négatifs, et évaluer avec elles la possibilité et les conditions d'un partenariat.

4/ *Les cibles visées*, dans un premier temps, devraient être peu nombreuses, de façon qu'en concentrant leur effort, les boycotteurs atteignent assez vite des résultats tangibles. Elles devraient évidemment être choisies avec soin. On peut s'attacher à *des cibles symboliques et/ou réalistes*. Par symbolique on peut entendre des entreprises représentatives du rouleau compresseur culturel américain comme Macdonald, ou les séries télévisées –qui véhiculent le modèle de société américain et engraissent Hollywood. Mais un boycott ne peut être seulement symbolique, il doit s'attaquer aussi à ces incarnations modernes du « Mal » -pour emprunter à Bush son langage..- que sont les firmes qui détruisent l'environnement, celles qui ont des départements de fabrications militaires, celles qui financent massivement le parti républicain, qui exploitent le potentiel –hommes et ressources, des pays pauvres, ou enfin celles dont les aires de prédation et d'épandage de camelote touchent le maximum de pays…Un travail argumenté de sélection des cibles est donc à faire.

5/ Une fois ces firmes définies, on pourrait concevoir que chaque pays, en fonction de ses caractéristiques culturelles, économiques, etc., identifierait, dans la gamme toujours très diversifiée des produits de ces firmes, les produits localement les plus diffusés, ou/et les plus faciles à boycotter : *le boycott serait ainsi adapté à chaque pays, mais concernerait cependant les mêmes firmes.* Pour s'en tenir au seul exemple de Coca-Cola,–valeur estimée 69,6 milliards de dollars, elle vendait à cette date 300 produits dans 200 pays différents : les candidats au boycott peuvent faire leur choix !

6/ Il convient aussi d'identifier, de recenser et de consulter, pour les y associer, toutes *les organisations susceptibles d'adhérer à un tel boycott*: elles sont

certainement plus nombreuses qu'on ne le pense. Sans compter les simples citoyens à la recherche d'un mode d'action direct, immédiat et efficace (cf. ci-dessous, note 6).

7/ Un des agents possibles –et attendus- de diffusion d'un mot d'ordre de boycott mondial est **celui offert par *Attac, implanté dans 56 pays***. Deux des arguments donnés ici en faveur d'un boycott nous paraissent en effet répondre pleinement aux objectifs d'Attac, et montrent que cette question d'un boycott devrait être considérée comme essentielle par cette Association :

a/ si elle veut lutter contre la marchandisation du monde –objectif officiel d'Attac, régulièrement rappelé dans ses publications (par exemple dans son Rapport d'Activité 2003)-, ne doit-elle pas se préoccuper, assez naturellement, des moyens de *refuser la marchandise*, et surtout celle offerte –ou plutôt imposée- par les transnationales?

b/ sans dévier aucunement, d'autre part, de l'objectif prioritaire d'éducation populaire qui est son objectif, ne doit-elle pas réfléchir continuellement aux moyens les meilleurs pour mener à bien cette éducation, et penser qu'à côté de la parole, des manifestations, des publications, etc., c'est-à-dire à côté de la simple *expression et diffusion de l'opinion*, il y a aussi place, comme on l'a déjà expliqué ci-dessus, pour *l'action comme moyen éducatif* ?

Il conviendrait donc, si l'on pense que cette proposition est réaliste et utile à l'avancée vers « un autre monde », de **lancer la discussion au sein d'Attac, sur le plan local, national, et international**. Le temps manque aux militants accaparés par d'autres dossiers spécifiques ? Mais ne peut-on concevoir qu'au lieu de *suivre l'adversaire sur les divers terrains qu'il choisit successivement* –tantôt le commerce international, tantôt les retraites, ici la santé, là l'éducation, maintenant l'Irak, demain la Syrie ou l'Iran…-, terrains sur lesquels il a toujours l'initiative, il faut plutôt, ou *aussi, s'attaquer au cœur du système qui engendre toutes ces initiatives,* pour essayer d'en désorganiser la mécanique ? Si l'on réexaminait les résultats des combats menés ces dernières années contre la mondialisation néo-libérale, n'en conclurait-on pas qu'il faut, tout en continuant de lutter, peut-être, sur ces mêmes terrains, *reprendre aussi l'initiative sur un autre terrain*, recourir aussi à d'autres méthodes, choisir enfin d'araser le vieux dans ses fondations pour construire du neuf, au lieu de s'opposer à l'agencement des pièces du dixième étage?

8/ la mise en place pratique d'un boycott ne peut se concevoir sans que simultanément *soient lancées des campagnes d'information diversifiées*, en direction des consommateurs pour les gagner à l'action, des commerçants grossistes et détaillants pour les inciter à modifier leurs canaux d'approvisionnement, des firmes pour leur expliquer qu'il ne s'agit plus pour elles de feindre de modifier leurs pratiques, mais de *réduire progressivement le champ et la gamme de leurs méfaits* …et enfin des syndicats de travailleurs atteints par le boycott, pour qu'ils expliquent à leurs adhérents que la défense de l'emploi ne peut plus être érigée en priorité absolue, quand elle signifie saccages, désordres et injustices à l'échelle de la planète, et fassent pression sur leurs gouvernements. Une place essentielle, dans ces campagnes d'information, serait naturellement réservée au public américain : dans cette optique, une tâche importante serait de contacter, aux Etats-Unis, toutes les organisations susceptibles de diffuser ce mot d'ordre de boycott. De ce point de vue, il semble que si la majorité du peuple américain est tellement *silencieuse* –et jusque dans les urnes, c'est qu'elle ne se reconnaît pas dans son modèle. Et peut-être qu'aux Etats-Unis comme en Europe, le peuple ne pense pas tout à fait comme ceux qui feignent de le représenter ?

9/ Il faudrait enfin se préoccuper, dès le début de l'opération, d'*évaluer l'efficacité du mouvement* : d'abord sur la base du nombre d'organisations et de militants engagés, puis en analysant de façon suivie *les réactions des médias* –probablement silencieux au début car le mensonge par dissimulation est facile et payant- puis sans doute ouvertement critiques, d'autant plus critiques que le boycott s'élargirait et s'installerait dans la durée ; *les réactions des firmes*, enfin, minimisant d'abord l'impact de l'action pour la critiquer agressivement ensuite si elle s'intensifiait, seraient à suivre avec intérêt ; le critère le plus direct et le plus convaincant, mais évidemment pas aussitôt

utilisable, serait *l'évolution du cours boursier des firmes attaquées.* La diffusion méthodique de ces résultats permettrait d'améliorer et d'élargir encore l'action.

La tâche la plus immédiate consisterait maintenant, d'une part à réagir pour discuter, amender, et compléter, de concert, ce document, d'autre part d'en organiser simultanément la diffusion pour recueillir davantage encore de suggestions.

Le Groupe Nord-Sud d'Attac-Isère, automne 2003.

NOTES

1/Cf. par exemple *les bilans critiques sur le commerce équitable*, transformé en terrain de manœuvre par les grandes firmes, qui le récupèrent ou le dénaturent. A-F Taisne, Présidente de la fédération Artisans du Monde : « l'introduction d'un prix équitable depuis presque 15 ans n'a pas eu d'effet d'entraînement sur les pratiques des multinationales… » (dans *Politis*, dossier sur le commerce équitable, 2 mai 2003 :le dossier abonde en notations du même type). Nestlé publie en 1995 un livre « Nestlé et les achats de café », dont la version anglaise s'intitule « Un partenariat pour le commerce équitable » (sic !), qui prétend que l'entreprise fait beaucoup plus de bien aux producteurs du Tiers-Monde que Max Havelaar et ses alliés européens ! L'analyse précise – évoquée par la revue « Correo del Sur », Lausanne, n° 48 , 1996-, du cas des producteurs de café mexicains montre pourtant que la firme maintient ces producteurs dans une dépendance étroite. L'effort essentiel des firmes, dans le fond, porte sur la communication, c'est- à-dire sur la pub !

2/ Cancun est-il une victoire pour le Sud ? L'objectif du Sud était que le Nord ouvre davantage ses frontières à ses produits agricoles d'exportation : ce qui signifierait, pour le Sud, davantage de dépendance économique, de modernisation » des campagnes avec ses séquelles d'exode rural et de chômage urbain… ! Ce type de « développement » représente t'il le salut ?

3/ Titre d'un article du « Monde » du 1/11/03, un exemple parmi des dizaines d'autres possibles.

4/ Cf. « Le Monde » des 16/17 novembre 2003, p. 24.

5/Limitons-nous à deux exemples : a/ cet article de Khor du Réseau Tiers-monde –repris dans le Courriel d'Attac n°371 du 15/10/02- qui évoque la « lutte dramatique » menée par les ONG pendant le sommet de Johannesburg, pour obtenir que le Sommet s'engage à rendre les firmes responsables de leurs actions et des conséquences de celles-ci ; la question se posait depuis…1992 ! Les firmes bataillent, essaient, avec l'appui des Etats-Unis, de torpiller l'accord, le résultat reste indécis mais cela même est qualifié par l'auteur comme « une des rares lueurs d'espoir de ce sommet » ! b/ une autre façon de se consoler de la faible audience d'une thèse contestataire, au lieu de s'interroger carrément sur les moyens de mieux les faire connaître- consiste à déclarer qu'il est urgent d'attendre ou, ce qui revient au même, qu' « il faut continuer à réfléchir », comme le déclare J. Grinevald à « Libération » (le 27/09/03) à propos du concept de « décroissance soutenable » ; il soulignait pourtant, au cours du colloque tenu la veille à Lyon sur le thème, qu'il ne nous restait plus que 40 à 50 années pour sauver la planète… Les rayons « contestataires » des librairies s'allongent ainsi de ces diagnostics et réflexions indéfiniment repris et remis à jour.

6/ Boycotts individuels, tel celui annoncé dans une lettre publiée par « Le Monde » du 8 février 2003: « …*la seule non-coopération qui est dans mes possibilités concrètes de simple individu et de consommateur*, pouvait-on lire, *est de refuser de participer au financement indirect de cette guerre (il s'agit de l'agression contre l'Irak). Cela signifie refuser d'acheter des marchandises ou des services qui soient américains…* ». Boycotts nationaux, comme celui lancé en Italie le 16 septembre 2003 pour protester contre la hausse des prix, mais…limité à une journée ! Invitations publiques à des boycotts spécifiques de longue durée, comme celui lancée par M. Dobbin dans son livre de 1998: «*Annulons notre abonnement aux grands journaux…*(pour) *leur parti-pris en faveur des grandes entreprises…et pendant que nous y sommes, renonçons au câble : la télévision est peut-être le plus important véhicule d'abêtissement culturel » (p.* 433). Voir aussi les boycotts récents (Nike, Disney, Microsoft, Calvin Klein…), analysés par Drillech, qui s'intéresse à leurs « logiques » et leurs « enseignements ». Appels non explicites, mais pourtant transparents, au boycott : « *Chacun peut déjà s'exercer avec un type d'arme que l'adversaire redoute plus que tout, puisqu'il* (l'adversaire) *se nourrit de notre dépendance* : *le retrait…* », lit-on dans un article de la revue « Silence » d'octobre 2003 qui analyse les moyens de la « victoire de la civilisation conviviale sur la civilisation impérialiste» (p. 39). « *Refuser d'acheter des*

produits ne respectant pas les droits de l'homme et de l'enfant…», propose l'atelier d'économie sociale et solidaire du « Forum Social Local » de Grenoble en octobre 2003. La profusion de ces initiatives et leur peu de retentissement invite à réfléchir sur leurs caractéristiques : même si beaucoup d'entre eux ont un adversaire commun, l'ordre néo-libéral, ils semblent dispersés, mal organisés, éphémères, trop localisés…

7/ « *Nous avons plus d'influence sur une marque que sur nos propres gouvernements* », remarque un activiste américain cité par N. Klein (p. 515). L'expérience européenne plaide dans le même sens. En outre, le domaine de compétence et la capacité d'action des gouvernements ne cessent de se restreindre : l'économique, c'est-à-dire l'entreprise, se subordonne le politique.

8/ A noter que parmi les 35 autres, 26 sont de l'Europe de l'Ouest, 6 sont japonaises, une est finlandaise, une a son siège aux …Bermudes, et *une seule, sud-coréenne, représente le Sud* !

9/ Si l'on trouve ce tableau chargé, que l'on consulte le livre de l'historien *américain* Howard Zinn, « une histoire populaire des Etats-Unis…de 1492 à nos jours » : trois mots la résument, selon lui**, racisme, violence, cupidité**.

10/ A quoi il faut aussi ajouter que les intérêts des firmes étant inextricablement liés, et leurs capitaux d'origine plurinationale, les actionnaires européens seraient eux aussi touchés par tout affaiblissement de la valeur boursière des transnationales « américaines ».

11/ Le premier poste des exportations françaises vers les Etats-Unis en 2002 était les avions : contribution exemplaire, on le voit, au fameux « développement durable » !

12/ Ce qui poserait à terme la question des rapports Nord-Sud, quant à leur nature et leur intensité. Voici une réponse venue du Sud, qui se résume en quatre mots : « **Laissez les pauvres tranquilles** ! » s'écrient Lakshman Yapa, Majid Rahnema et Rajagopal, titrant de la sorte un chapitre du livre « Défaire le développement, refaire le monde », rendant compte du colloque du même nom organisé à Paris en 2002, par l'Association « La Ligne d'Horizon ».

13/ A propos de ces médias américains, ce sous-titre d'un article récent de Télérama (9 juillet 2003) : « *Aux USA, les infos internationales disparaissent peu à peu des écrans…faits divers et infos « people » monopolisent l'actualité. Et favorisent l'ignorance* » Quoi d'étonnant, si dix conglomérats y contrôlent la majorité des médias, comme le rappelait Serge Halimi à Grenoble le 6 mai dernier (journées d'Etudes et de Rencontres-débats, « L'autre côté de l'Amérique », Université Stendhal) .

Références

Drillech M. Le boycott. Le cauchemar des entreprises et des politiques. Ed. LPM, 1999, 348 p.

Dobbin M. La grande fumisterie, les transnationales à l'assaut de la démocratie. Ed. Ecosociété, Montréal,2003, 438 p.

Klein N. La tyrannie des marques. Ed. Actes Sud, 2002, 744p.

Norberg-Hodge H. De la dépendance mondiale à l'interdépendance locale, pp.58-95, dans l'ouvrage *Objectif Décroissance,* Bernard M., Cheynet V., Clémentin B., coordin., Ed. Parangon, 2203, 224 p.

« Silence –écologie, alternatives, non-violence » : revue trimestrielle, Lyon.

Zinn H. Une Histoire populaire des Etats-Unis, de 1492 à nos jours , 1980, trad. Française, Agone éd., Marseille, 2002, 812 p.